

RÉFORME DES RETRAITES

QUE DE TEMPS ENCORE PERDU...

Le 10 décembre 2019, l'Intersyndicale CGT - **UNSA-Ferroviaire** - SUD Rail adressait un courrier à la Direction de l'Entreprise, demandant de véritables et rapides négociations qu'elle-même avait annoncées pendant le conflit en cours, portant sur les revendications exprimées lors du préavis intersyndical du 27 novembre, résumées par les trois Organisations Syndicales en quatre blocs de négociation :

- ⇒ Emplois
- ⇒ Rémunération
- ⇒ Restructuration et avenir des métiers
- ⇒ Service Public, Protection Sociale et Représentation des cheminots

Dans ce cadre, la Direction de la SNCF a convié l'Intersyndicale CGT - UNSA-Ferroviaire - SUD Rail à une réunion de concertation (sans ordre du jour précis) qui s'est tenue ce jeudi 12 décembre.

D'emblée, la Direction a conditionné l'étude de ces différents blocs à l'examen d'une réforme paramétrique, parallèle à la réforme systémique des retraites annoncée hier par le Premier Ministre.

En effet, le Gouvernement impose à la SNCF d'engager des négociations avec les Organisations Syndicales Représentatives sur le calendrier de l'évolution de l'âge d'ouverture des droits (à terme 62 ans) et de l'âge d'annulation de la décote (à terme 64 ans) pour les salariés au Statut, qu'ils basculent ou non au régime universel.

L'UNSA-Ferroviaire a refusé d'engager de telles négociations avec l'Entreprise qui, pour nous, ne relèvent pas de son périmètre ni de sa responsabilité.

Non content de ne pas répondre aux revendications de **l'UNSA-Ferroviaire** sur la réforme systémique (cf. nos précédents communiqués de presse), le Gouvernement offre un cadeau empoisonné à la SNCF en lui imposant la négociation d'une réforme paramétrique concomitante, visant à reculer l'âge de la retraite.

En l'absence de concertation sur cette réforme paramétrique, **l'UNSA-Ferroviaire** a donc quitté la séance, puisque la Direction de la SNCF refusait d'aborder les points relatifs aux quatre blocs de revendications.

Sur la réforme des retraites, l'UNSA-Ferroviaire reste toujours ouverte et disponible pour engager de véritables négociations avec le Gouvernement, sur la base des revendications qu'elle porte pour tous les salariés contractuels et au Statut.

Contacts presse :

Didier MATHIS
Secrétaire Général
06 19 46 12 30



Florent MONTEILHET
Secrétaire Général Adjoint
06 51 99 01 65



François PIEROTTI
Secrétaire Fédéral
06 14 72 62 88



Fabrice CHARRIERE
Expert Fédéral
06 63 15 41 47

